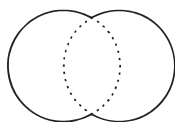


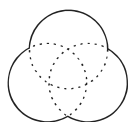
Généralités



Transparence:

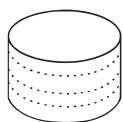
10 /100

(Score de l'indice sur le budget ouvert)



Participation du Public:

9 /100



Contrôle Budgétaire:

43 /100

À propos de l'enquête

Les décisions budgétaires du gouvernement – quels impôts prélever, quels services fournir et quel endettement contracter – ont des conséquences importantes pour tous les membres de la société. Lorsque les gouvernements fournissent des informations et des moyens significatifs permettant au public de participer à ces décisions, l'argent public est plus susceptible d'être dépensé dans l'intérêt public.

L'Enquête sur le budget ouvert (EBO) est le seul instrument de recherche indépendant, comparatif et factuel au monde qui utilise des critères internationalement reconnus pour évaluer l'accès du public aux informations budgétaires du pouvoir central, les possibilités formelles pour le public de participer au processus budgétaire national et le rôle des institutions de contrôle budgétaire telles que les corps législatifs et les bureaux d'audit nationaux dans le processus budgétaire.

L'enquête aide la société civile locale à évaluer et à s'entretenir avec son gouvernement sur la déclaration et l'utilisation des fonds publics. Cette 9ème édition de l'EBO couvre 125 pays.

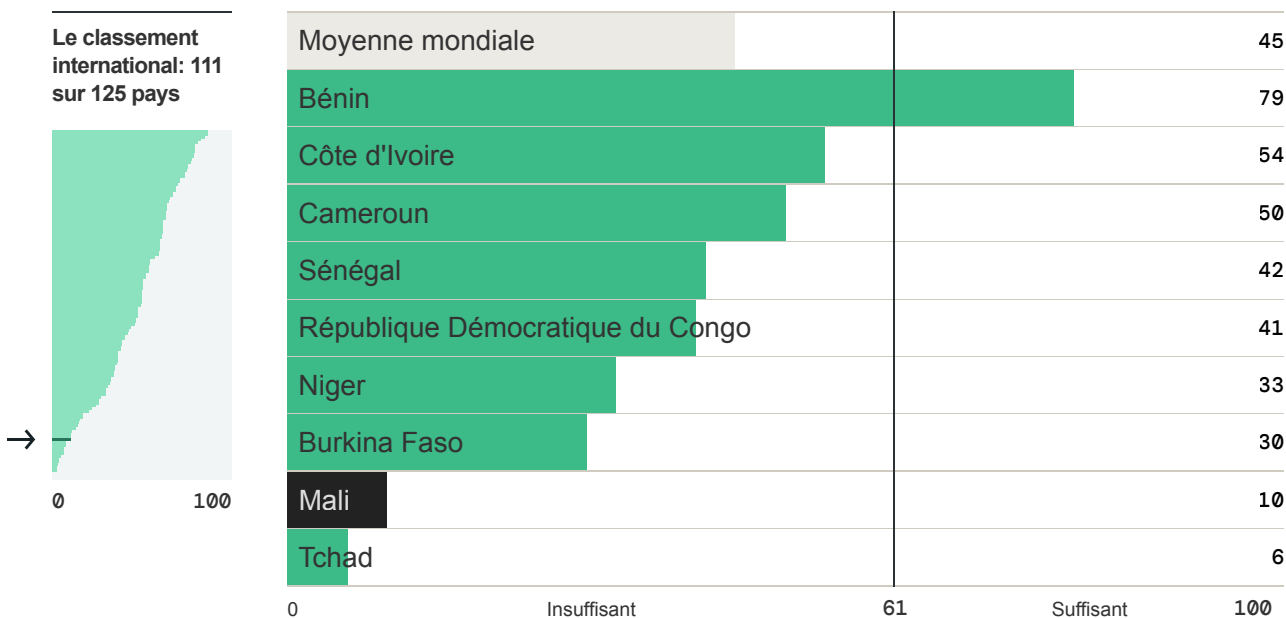
Visitez le site <https://www.internationalbudget.org/open-budget-survey/> pour plus d'informations, notamment la méthodologie complète de l'EBO, le rapport mondial 2023, les résultats pour tous les pays étudiés et l'explorateur de données.

Transparence

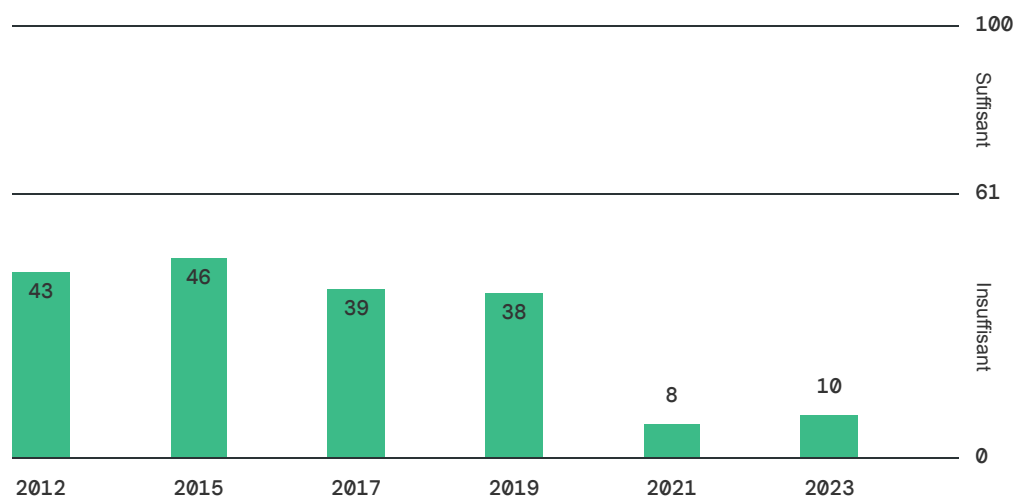
Cette partie de l'EBO mesure l'accès du public aux informations sur la façon dont le pouvoir central collecte et dépense les ressources publiques. Elle évalue **la disponibilité en ligne, la disponibilité à temps et l'exhaustivité** de huit documents budgétaires clés en utilisant 109 indicateurs pondérés de manière égale et note chaque pays sur une échelle de 0 à 100. **Un score de transparence de 61 ou plus indique qu'un pays est susceptible de publier suffisamment de documents pour favoriser un débat public informé sur le budget.**

Le Mali a un score de transparence de **10** (sur 100).

Mali: La transparence par rapport aux autres



Mali: Comment le score de transparence a-t-il évolué dans le temps ?



Mali: Disponibilité publique des documents budgétaires

LÉGENDE

- Accessible au public
- Publié en retard, ou non publié en ligne, ou produit pour usage interne uniquement
- ⊘ Non produit

Document	2012	2015	2017	2019	2021	2023
Rapport préalable au budget	●	●	●	●	●	●
Projet de budget de l'exécutif	●	●	●	●	⊘	●
Budget approuvé	●	●	●	●	●	●
Budget des citoyens	●	●	●	●	●	●
Rapport en cours d'année	●	●	●	●	●	●
Revue de milieu d'année	⊘	⊘	●	⊘	⊘	⊘
Rapport de fin d'année	⊘	●	●	●	⊘	⊘
Rapport d'audit	⊘	⊘	⊘	●	⊘	⊘

Mali: Quel est le degré d'exhaustivité du contenu des principaux documents budgétaires qui sont mis à la disposition du public ?

KEY

● 61-100 / 100

● 41-60 / 100

● 1-40 / 100

Principaux documents budgétaires	Objectif et contenu des documents	Exercice budgétaire évalué	Note pour le contenu des documents
Rapport préalable au budget	Expose les paramètres généraux des politiques budgétaires avant le projet de budget de l'exécutif; présente les prévisions économiques, ainsi que les recettes, les dépenses et la dette prévues du gouvernement.	2023	95
Projet de budget de l'exécutif	Soumis par l'Exécutif au Législatif pour approbation; détaille les sources de revenus, les allocations aux ministères, les changements de politique proposés, et d'autres informations importantes pour comprendre la situation budgétaire du pays.	2023	Usage interne
Budget approuvé	Le budget qui a été approuvé par le corps législatif.	2022	89
Budget des citoyens	Une version plus simple et moins technique du projet de budget ou du budget approuvé de l'Exécutif, conçue pour transmettre les informations essentielles au public.	2022	Publiés avec retard
Rapports en cours d'année	Inclure des informations sur les recettes réelles perçues, les dépenses réelles effectuées et les dettes contractées à différents intervalles ; publiées trimestriellement ou mensuellement.	2022	Publiés avec retard
Revue de milieu d'année	Une mise à jour complète de l'exécution du budget à partir du milieu de l'exercice budgétaire; comprend un examen des hypothèses économiques et une prévision actualisée des résultats budgétaires.	2022	Non produit
Rapport de fin d'année	Décrit la position des comptes du gouvernement à la fin d'année budgétaire et, idéalement, une évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs politiques du budget.	2021	Non produit
Rapport d'audit	Publié par l'institution supérieure de contrôle des finances publiques, ce document examine la solidité et l'exhaustivité des comptes de fin d'année du gouvernement.	2020	Non produit

Le score de transparence du Mali de 10 dans l'EBO 2023 est proche de son score de 2021.

Qu'est-ce qui a changé en 2023 ?

Le Mali a accru la disponibilité des informations budgétaires en raison des changements suivants :

- Publication du Rapport préalable au budget en ligne en temps utile.

Cependant, le Mali a réduit la disponibilité des informations budgétaires en raison des changements suivants :

- Budget des citoyens non publié en ligne dans les délais.

Recommandations

Le Mali devrait donner la priorité aux actions suivantes pour améliorer la transparence budgétaire :

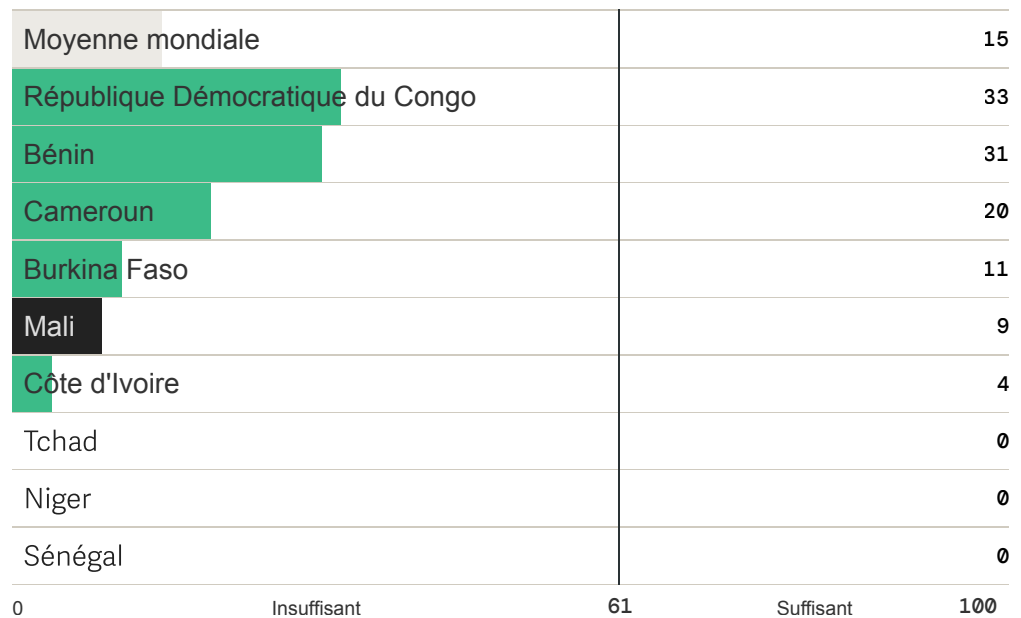
- Publication en ligne du Projet de budget de l'exécutif, du Budget des citoyens et des Rapports en cours d'année dans les délais.
- Produire et publier la Revue de milieu d'année, le Rapport de fin d'année et le Rapport d'audit en ligne en temps utile.

Participation du public

L'EBO évalue les possibilités formelles offertes au public pour une participation significative aux différentes étapes du processus budgétaire. Elle examine les pratiques de l'Exécutif, du Législatif et de l'Institution Supérieure de Contrôle des finances publiques (ISC) du pouvoir central à l'aide de 18 indicateurs à pondération égale, alignés sur les principes de participation du public à la politique budgétaire ([Principles of Public Participation in Fiscal Policy](#)) de l'Initiative Mondiale pour la Transparence Budgétaire, et attribue à chaque pays une note sur une échelle de 0 à 100.

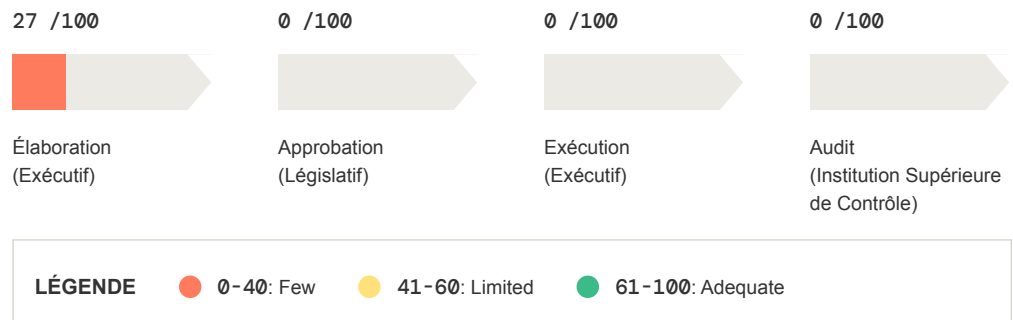
La note du Mali pour la participation du public est de **9** (sur 100).

Mali: La participation du public par rapport aux autres



Pour plus d'informations sur les bonnes pratiques en matière de participation du public à travers le monde entier, veuillez consulter [ici](#) .

Étendue des opportunités de participation du public au processus budgétaire



Recommandations

Le Ministère de l'Économie et des Finances du Mali a mis en place consultations citoyennes pendant l'élaboration du budget mais, pour renforcer davantage la participation du public au processus budgétaire, la priorité devrait également être accordée aux actions suivantes :

- Mécanismes pilotes pour le suivi de l'exécution budgétaire.
- Élargir les mécanismes durant l'élaboration du budget qui associent toute organisation de la société civile ou tout membre du public qui souhaite y participer.
- Faire participer activement les communautés vulnérables et sous-représentées, soit directement ou par l'intermédiaire des organisations de la société civile qui les représentent.

Le Conseil National de Transition du Mali devrait accorder la priorité aux actions suivantes :

- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur le projet de budget avant son approbation.
- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur le rapport d'audit.

La Section des Comptes de la Cour Suprême du Mali devrait donner la priorité aux actions suivantes en vue d'améliorer la participation publique au processus budgétaire :

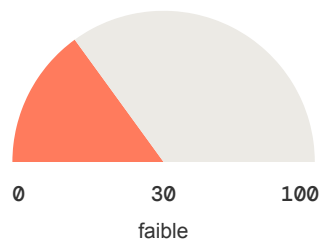
- Mettre en place des mécanismes formels permettant au public de l'aider à développer son programme d'audit et de contribuer aux enquêtes d'audit nécessaires.

Contrôle budgétaire

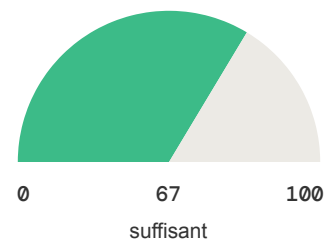
L'EBO examine le rôle que jouent les législatures et les institutions supérieures de contrôle (ISC) dans le processus budgétaire et la mesure dans laquelle elles assurent le contrôle; chaque pays est noté sur une échelle de 0 à 100 sur la base de 18 indicateurs pondérés de manière égale. En outre, l'enquête recueille des informations supplémentaires sur les institutions budgétaires indépendantes (voir encadré).

Le pouvoir législatif et l'institution supérieure de contrôle des finances publiques du Mali assurent ensemble un contrôle limité au cours du processus budgétaire, avec un score composite de contrôle de **43** (sur 100). Pris individuellement, le degré de contrôle de chaque institution est indiqué ci-dessous :

Contrôle parlementaire



Contrôle de l'ISC



KEY ● 0-40: Few ● 41-60: Limited ● 61-100: Adequate

Recommandations

Le Conseil National de Transition du Mali assure un contrôle faible lors de la phase de planification du cycle budgétaire et un contrôle faible lors de la phase d'exécution. Pour améliorer le contrôle, les actions suivantes devraient être prioritaires :

- Des commissions parlementaires doivent examiner le Projet de budget de l'exécutif et publier en ligne les rapports contenant leurs analyses.
- Une commission parlementaire doit examiner l'exécution du budget en cours d'exercice et publier des rapports avec ses conclusions en ligne.

- Dans la pratique, veiller à ce que le pouvoir législatif soit consulté avant que l'Exécutif ne transfère des fonds entre les unités administratives spécifiées dans le budget adopté au cours de l'exercice budgétaire, ne dépense des recettes imprévues ou ne réduise les dépenses en raison d'un déficit de recettes.
- Une commission parlementaire doit examiner le rapport d'audit et publier un rapport avec ses conclusions en ligne.

Afin de renforcer l'indépendance et d'améliorer le contrôle de la Section des Comptes de la Cour Suprême du Mali, les actions suivantes sont recommandées :

- Veiller à ce que les processus d'audit soient examinés par une agence indépendante.

La pratique émergente consistant à créer des institutions budgétaires indépendantes

Le Mali ne dispose pas d'une institution budgétaire indépendante (IBI). Les IBI sont de plus en plus reconnues comme de précieuses sources d'informations indépendantes et non partisans pour l'Exécutif et/ou le Parlement pendant le processus budgétaire.

**Ces indicateurs ne sont pas notés dans l'enquête sur le budget ouvert.*

Méthodologie

- Seuls les documents publiés et les événements, activités ou développements qui ont eu lieu jusqu'au 31 décembre 2022 ont été évalués dans l'EBO 2023.
- L'enquête est basée sur un questionnaire rempli dans chaque pays par un expert indépendant sur les questions budgétaires:

GREAT Mali

- Pour renforcer davantage la recherche, le projet de questionnaire de chaque pays est également examiné par un expert indépendant anonyme.